

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-triumpalisme-de-l-opposition-pourrait-augmenter-la-tension-dans-l-atmosphere-politique-venezuelienne>

Le triumpalisme de l'opposition pourrait augmenter la tension dans l'atmosphère politique vénézuélienne

Date de mise en ligne : vendredi 5 décembre 2003

- Les Cousins - Venezuela -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les anti-chavistes ne sont pas disposés à admettre des irrégularités dans le « firmazo » (Récolte des signatures pour provoquer un referendum révocatoire présidentiel). L'opposition insiste sur le fait qu'elle a réuni 3 millions de signatures et incite "à accélérer" des délais du referendum.

Par Stella Calloni

Caracas, 3 décembre 2003

[La Jornada](#), Mexique D.F. Jeudi 4 décembre 2003

[Ver texto en español](#)

Bien que le gouvernement du Venezuela, par le biais du chancelier Roy Chaderton, ait indiqué aujourd'hui qu'il ne perçoit pas de tension, ou tout au moins du même degré des jours précédents, les annonces faites par l'opposition comme quoi elle a réussi à réunir plus de 3 millions de signatures - qui encore doivent être vérifiées - pour demander le referendum sur la révocation du mandat du président Hugo Chávez, et que "la transition a commencé", paraissent annoncer de nouveaux jours difficiles pour le Venezuela.

Chaderton s'est montré très satisfait par la journée de récolte de signatures par l'opposition, de vendredi à lundi dernier, en considérant que cela a été "exemplaire pour le monde et ne pas le reconnaître serait mesquin politiquement".

Il a aussi dit qu'il espère qu'on rende justice à ce qui est effectué par le gouvernement du président Chávez, qui est victime - a-t-il considéré - de jugements illégaux et des manipulations informatives.

Il existe ici la sensation que quoi que fasse le gouvernement de Chávez, l'opposition n'admettra seulement que son départ. Après s'être moqué et s'opposer à la création du referendum révocatoire qu'ont incorporé les constituants gouvernementaux à la Grande charte bolivarienne approuvée en 1999, maintenant l'opposition, qui a déjà éprouvé les chemins du coup d'état en avril 2002, et le coup « économique » à la fin de l'année 2002 et au début de cette année, avec le sabotage pétrolier, ils s'abritent maintenant derrière ce recours sans jamais reconnaître à l'Exécutif l'initiative de sa création.

Après des négociations difficiles qui ont eu comme médiateurs l'Organisation des États Américains et le Centre Carter, en mai passé le gouvernement et de l'opposition sont arrivés, après de beaucoup de difficultés -l'opposition ayant cherché la chute de Chávez par tous les moyens -, à l'accord de suivre un chemin constitutionnel.

Les dirigeants de l'opposition savent que chaque jour qui passe est plus difficile pour eux, parce qu'en dépit des difficultés économiques dues aux pertes provoquées par le coup pétrolier, les secteurs populaires s'identifient au seul projet qui les a inclus, en dépit de la richesse de ce pays exportateur de brut, à travers des programmes - parmi les plus remarquables - l'alphabétisation d'un million de personnes, l'incorporation d'étudiants pauvres à l'université et les projets de logement.

Les revenus que reçoit le gouvernement, a dit Chávez à ce journal, sont investis en oeuvres sociales, et ces apports augmenteront mois après mois. Avec la récupération par l'État de seulement 80% des fabuleux bénéfices pétroliers qui ont enrichi des riches minorités parasites du Venezuela, il y a suffisamment, même au milieu de la crise, considère le gouvernement.

Ce 80 % allait à "l'entretien", ce qui montre l'injustice et la corruption, qui d'une certaine manière a provoqué la manifestation au début de 1989, quand 80 % du peuple appauvri a donné des signaux de fatigue et quand l'épuisement du modèle de bipartisme régnant fut évidente.

Mais vient maintenant le temps de la polémique sur les signatures récoltées. La récolte faite en février passé, outre le fait qu'elle soit illégale - puisqu'elle ne correspondait pas avec les temps prévus constitutionnellement -, a montré des signaux de fraude et falsifications.

Maintenant, bien que l'opposition souligne le caractère civique de la journée, il y a une intention de ne pas accepter les irrégularités dénoncées et enregistrées par beaucoup d'observateurs, parce que l'opposition proclame sa victoire, incite même "à accélérer les délais" pour effectuer le referendum révocatoire.

Entre les irrégularités dénoncées il est l'utilisation des appelées listes itinérantes, qui avaient été prévu pour des personnes handicapés, mayeurs ou internées, mais toujours avec la présence d'un témoin et d'un observateur, qui dans des nombreux cas ont été omis, comme il reconnaissent y compris quelques chefs de la opposition.

En outre, durant les derniers deux jours de la récolte de signatures, ont commencé à disparaître des listes fixes qui non seulement ont été transformées itinérantes, mais aussi en "clandestines". Dirigeant l'opposition Enrique Mendoza lui-même a reconnu que les collecteurs des signatures itinérantes ont essayé de "fuir les témoins", bien qu'il ait soutenu que ce fut "par peur qu'ils leur arrachent les listes". De cette manière, il reconnaît qu'il y a eu beaucoup de collecteurs de signatures itinérantes qui n'ont pas respecté les termes imposés par le Conseil National Electoral.

Sans contrôle, la légalité de ces signatures devrait être mise en doute et c'est quand on pourra juger l'impartialité de la présence internationale, comme dans le cas l'OEA ou du Centre Carter.

En outre un mécanisme judiciaire devrait exister pour qu'on explique ce qu'on appelle la "carte probante" de signature, qui induit à penser à une action illégale de coercition et cela non seulement a été directement vu par des observateurs, mais des cas présentation de cette "carte probante" ont été filmés. - Pour quoi faire ? Pour donner la confirmation au patron ou au chef d'entreprise que le porteur a bien signé ? -

Si tout ceci est vérifié, le processus serait vicié et quoi que décide le CNE - sur lequel il y a déjà des avertissements menaçants de l'opposition - il sera très difficile de soutenir un processus pacifique.

Carlos Tablante, député du « Mouvement au Socialisme (MAS) », allié de l'opposition de droite, parle déjà de "gouvernement de transition" et signale que la "réconciliation ne signifie pas l'impunité". L'opposition accuse Chávez "de créer" la haine de classes, en assurant que "le pays ne s'est jamais battu", comme si les visibles différences et l'injustice sociale qui plongent 80% de Vénézuéliens dans la pauvreté n'avaient pas été présentes depuis tant d'années.

25 années après avoir laissé le Venezuela, celui qui était ambassadeur de la République Démocratique Allemande, Otto Pfeiffer, manifeste son étonnement sur le changement qui s'est produit, dans "la conscience et la participation de la population exclue qui n'avait jamais présence ni voix, défendant maintenant avec un discours solide le gouvernement du président Chávez. Il y a une différence énorme entre ce pays et celui-ci. Les pauvres, qui étaient majorité, ne prenaient jamais part activement à rien. On les cherchait seulement quand on avait besoin de quelques votes plus, qui se payaient très bon marché, devant le désespoir des gens. En parcourant les rues et les tables de récolte de signatures j'ai vu maintenant et j'ai écouté des positions des couches populaires qui défendent leur droit à l'espoir, à une démocratie qui les inclut.

"En d'autres temps jamais ils n'auraient pu le faire. C'est un processus qui oblige à penser à tous. Celui qui viens de l'exclusion totale, il ne veut pas retourner vers le passé ", considère Pfeiffer.

Ceci est signalé y compris même par quelques analystes plus modérés issus des propres milieux de l'opposition. Teodoro Petkof, dirigeant du MAS et ex député, dont l'alliance avec l'opposition de droite a surpris beaucoup de progressistes dans le monde soutient que celui qui "perd, doit le reconnaître si on veut gouverner en paix", et il admet que dans "l'opposition il y a eu dérapage entre ses secteurs extrémistes et ceux qui ont assumé une attitude

plus démocratique".

Dans une entrevue publiée dans El Universal, Petkof rapporte qu'il a personnellement dit à Chávez : "tu ne peux pas continuer à qualifier l'opposition de putschiste et ne pas apprécier qu'il y a une opposition qui parie majoritairement sur des solutions démocratiques".

Toutefois, cela n'est pas très palpable, et il suffit de voir les médias adverses - la majorité - ou écouter les discours de ces secteurs, chargés d'une surprenante haine et racisme.

Coûts de la grève de la PDVSA

Tandis que, le gouvernement essaye de dépasser la grave situation d'un pays qui a été soumis à une grève pétrolière sans précédent, puisque l'entreprise étatique PDVSA était entre les mains des opposants à Chávez, et au fur et à mesure qu'ils perdaient de la force, après l'échec du coup d'avril 2002, ils ont effectué des sabotages qui n'importe où dans le monde seraient punis comme une trahison à la patrie, comme le jugent plusieurs analystes consultés.

Les conséquences des dommages provoqués par cette grève continuent à se remarquer, et ceci fait aussi partie de l'action déstabilisatrice.

"Comment un gouvernement peut porter en avant d'ambitieux programmes sociaux proposés si tout est entre les mains d'un pouvoir économique recentré pour empêcher les projets ?" L'ex secrétaire de la présidence, Rafaël Vargas, maintenant consultant, indique en outre que "ils (les adversaires) ont épuisé toutes leurs cartouches pour freiner ou renverser le processus révolutionnaire, avec tout type de coups, grèves, séquences et chantages pour déstabiliser économiquement le pays et vider les réserves nationales. Curieusement les coups ont renforcé le processus et n'ont pas fonctionné même pas celle contre (Salvador) Allende (le président constitutionnel du Chili renversé en 1973) dans le secteur économique, ni militaire, et qui a été appliquée si douloureusement pour le peuple."

"Finalement dans les deux cas on a pu renouveler et nettoyer ces niches de pouvoir et se sont éloignés les cadres militaires non compromis avec le constitutionnel. Le peuple a intériorisé le processus, l'a fait sien, sont apparus des chefs populaires ", soutient-il.

C'est, considère Vargas, "une occasion historique unique où il existe une polarisation d'intérêts antagoniques qui est irréversible. Les éternels exclus veulent être les inclus internes. Il n'y avait pas de force prometteuse qui unissait les exclus et maintenant ils y prennent part activement. Comment se retourne tout ceci ? "

Post-scriptum :

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi